

ACTEURS DE L'INSECURITE, MODE DE RECRUTEMENT ET TYPOLOGIE DE VIOLENCES DANS LE DELTA INTERIEUR DU NIGER ET LE SEENO.

Adama DIAWARA ⁽¹⁾

Fodié TANDJIGORA ⁽¹⁾

Issa DIALLO ⁽²⁾

Issa OUATTARA ⁽²⁾

¹ Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

² Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux (INFTS), Bamako, Mali
issosfr@yahoo.fr

Résumé :

Le présent article porte sur les acteurs de l'insécurité, leur mode de recrutement ainsi que les typologies de violences dans le Delta du Niger et le Seeno au centre du Mali. Il vise à comprendre les dynamiques actuelles des conflits et à dresser une cartographie des acteurs touchés par les violences dans les zones du Delta Intérieur du Niger (DIN) et du Seeno. L'approche qualitative a été mobilisée à travers la réalisation d'entretiens individuels et de focus groupes. Ainsi, au total 510 individus répartis entre les deux zones ont été enquêtés. Les résultats révèlent que les acteurs de l'insécurité ainsi que les formes de violences sont multiples. Toutefois, l'insécurité est le fait du banditisme des groupes armés non étatiques (terroristes, djihadistes, milices). Leur mode de recrutement est essentiellement basé sur les réseaux ethniques et les systèmes d'efforts de guerre. Les sources de financement de ces groupes armés, comprennent les dons, les prélèvements d'impôts, les cotisations villageoises et les amendes.

Mots clés : *Insécurité, Violences, Typologie, Delta Intérieur du Niger, Seeno.*

Abstract:

This article focuses on the actors of insecurity, their recruitment methods and the typologies of violence in the Niger Delta and Seeno in central Mali. It aims to understand current conflict dynamics and to map the actors affected by violence in the Inner Niger Delta (DIN) and Seeno areas. The qualitative

approach was mobilized through individual interviews and focus groups. A total of 510 individuals from the two areas were interviewed. The results reveal that the actors involved in insecurity and the forms of violence are multiple. However, insecurity is caused by the banditry of non-state armed groups (terrorists, jihadists, militias). Their recruitment methods are essentially based on ethnic networks and war effort systems. Sources of funding for these armed groups include grants, tax deductions, village dues and alms.

Key words: *Insecurity, Violence, Typology, Inner Niger Delta, Seeno.*

Introduction

Depuis 2012, le Mali fait face à une crise politico-sécuritaire persistante. Cette crise s'est traduite par l'intensification de la violence, notamment contre les populations civiles. Elle a perturbé les structures économiques, aggravé les inégalités sociales et affaibli l'autorité de l'Etat. Cette violence s'est étendue progressivement du nord du pays à sa partie centrale ou à partir de 2015, les violences intercommunautaires et les attaques des milices d'autodéfense et des groupes djihadistes se sont amplifiées (Mohamar, 2023, p.1).

Au cours de la dernière décennie, l'héritage de situations politiques fragiles et d'une faible gouvernance s'est traduit par des conflits violents. Les revendications des mouvements indépendantistes dans le nord du pays se sont intensifiées parallèlement à l'émergence de groupes armés radicalisés (Ouattara et al, 2023, p.105). La multiplication des attaques des groupes armés, la faible présence de l'administration d'Etat, ont entraîné des déplacements massifs de populations civiles vers les régions du sud du pays ou vers certains pays voisins. Les statistiques montrent qu'au plus fort de la crise, plus de 500 000 personnes ont été déplacées (Diallo et Traoré, 2023, p.397). Dans son rapport de Matrice de suivi des déplacements de septembre 2012 à août 2022, la Direction Nationale du Développement Social du Mali montre que le nombre de

personnes déplacées internes (PDI) est passé de 118 795 à 422 620 individus (DNDS, 2022, p.4). Cette augmentation témoigne de la persistance de la crise et des violences contre les populations civiles.

La crise sécuritaire enclenchée depuis 2012 au Nord du pays s'est progressivement étendue vers le centre, particulièrement dans la région de Mopti. La situation sécuritaire dans cette région pose d'énormes défis en termes de stabilité, de cohésion sociale en raison du terrorisme et de la recrudescence des conflits intra et intercommunautaires. De par leur nature, ces conflits ont du mal à être jugulés par les divers mécanismes de régulation tant traditionnels que modernes. Les antagonismes entre les différents acteurs ont atteint leur paroxysme durant ces dernières années car, ayant été exacerbés par la prolifération des armes et l'arrivée des groupes terroristes.

En dépit de la réponse militaire, l'insécurité persiste toujours dans cette zone. C'est ce qui justifie la présente étude qui vise à mieux comprendre les dynamiques actuelles des conflits dans les zones du Delta Intérieur du Niger (DIN) et du Seeno. L'étude dresse une cartographie des acteurs des violences, leur mode de recrutement et leurs sources de financement.

L'article est structuré autour des questions méthodologiques, des résultats et de la discussion.

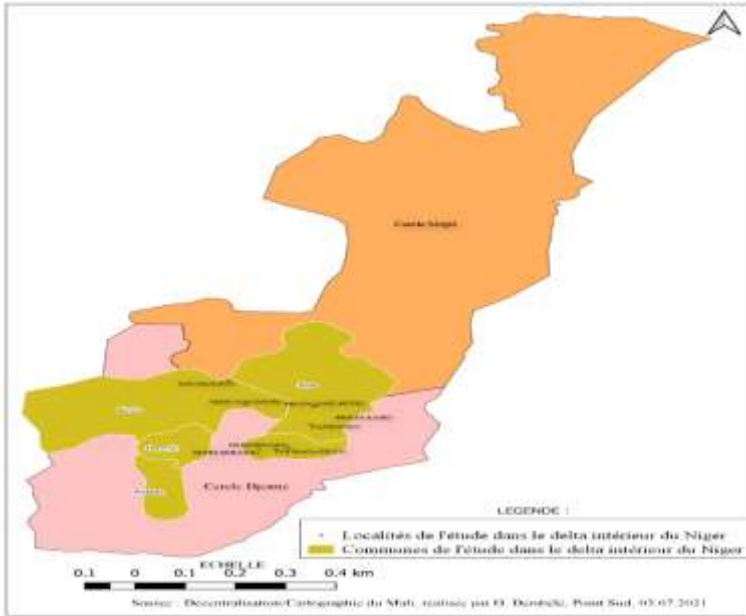
1. Matériel et méthodes

1.1. Zone d'étude

1.1.1. Le Delta Intérieur du Niger

Le Delta Intérieur du Niger (DIN), un écosystème unique situé au centre du Mali constitue la plus grande zone humide en Afrique de l'Ouest et le second en Afrique après le Delta d'Okavango (Touré et Ouattara, 2022, p.255). Il s'étend sur environ 64 000 km² entre les villes de Djenné et Tombouctou (carte 1).

Carte 1 : présentation du DIN et de ses localités enquêtées



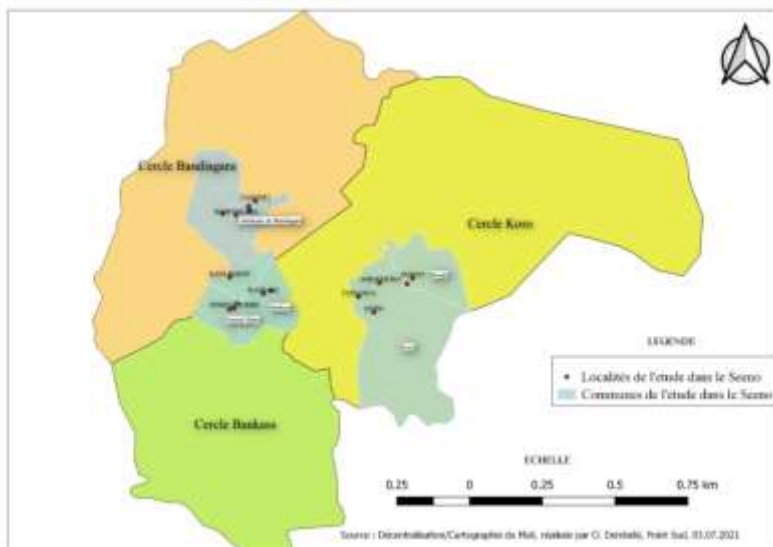
Le DIN a toujours été sujet à des tensions à cause de la concurrence entre les activités et ce, depuis l'époque de l'empire peulh du Macina (1818-1862). La coutume sert de cadre pour le règlement des litiges fonciers et la chefferie est l'entité la mieux informée sur le code domanial traditionnel et les règles de gestion des ressources. Les ressources du DIN sont exploitées concomitamment par des pêcheurs, éleveurs et agriculteurs. A partir du mois de juillet, le fleuve inonde la région lors d'une crue annuelle qui peut atteindre jusqu'à 6 mètres. Cette crue permet le développement d'un écosystème riche en ressources utiles pour l'abreuvement des bêtes, la reproduction des poissons et la culture des hommes (Touré et al, 2021, p.84). Ainsi, quand la plaine est inondée, les pêcheurs investissent les

lieux et lorsque l'eau se retire, les éleveurs transhumants, d'ethnie peuhl pour la plupart, investissent les mêmes endroits. C'est pourquoi, la gestion des conflits constitue une des caractéristiques principales de la vie sociale du DIN. La sécheresse des années 1970 a provoqué des baisses drastiques du niveau des crues et entraîné une crispation des tensions socio-économiques entre groupes communautaires qui, entretiennent des rapports à la fois complémentaires et conflictuels.

1.1.2. *Le Seeno*

Situé dans la partie exondée du centre du Mali, le Seeno couvre une grande superficie constituée de plaines et de bas-fonds qui offrent la possibilité de plusieurs activités (carte 2).

Carte 2 : présentation du Seeno et de ses localités enquêtées



La population du Seeno est constituée de dogons, de peulhs, de bambara, de dafing, de mossi etc. Les entretiens réalisés auprès des populations montrent que le mariage interethnique a existé

dans cette zone. Il en est de même pour le cousinage à plaisanterie (*sinankuya*) qui a toujours été un moyen de prévention, de gestion mais aussi de résolution de conflits. Les activités économiques du Seenouportent essentiellement sur l’agriculture, l’élevage, le commerce, l’artisanat et le tourisme.

1.2. Démarche méthodologique

Pour cette étude, l’approche qualitative a été adoptée. Elle est la mieux indiquée pour comprendre le contexte sociopolitique ainsi que les dynamiques sous-jacentes des conflits, des violences et des tensions.

1.2.1. Recherche documentaire

Elle a consisté en la consultation de documents portant sur la crise sécuritaire au Mali et particulièrement au centre du pays. En plus des ouvrages, des mémoires et des articles scientifiques et de presse, nous avons analysé des rapports d’experts, de OXFAM, de Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), etc. La recherche documentaire a permis de relever des données sur le contexte sociopolitique, historique et économique à même d’expliquer le terreau sur lequel s’enracinent les tensions, les conflits et les violences au Mali.

1.2.2. Entretien semi directif

La collecte de données sur le terrain s’est traduite par des entretiens individuels et des focus groupes avec les acteurs clés (tableau 1).

Tableau 1 : cibles et localités enquêtées

Autorités traditionnelles	Autorités religieuses	Groupes d'autodéfense	Elus locaux/ONG	Déplacés

- Chefs de village - Chefs traditionnels - Responsables de "ton" villageois	- Imams - Pasteurs - Responsables de cultes traditionnels	- Dan Na - Ambassagou - Alliance pour le Salut du Sahel	- Maires - ONG humanitaires - ONG paysannes	- Koro - Bankass - Bandiagara - Youwarou - Tenenkou - Diafarabé
---	---	---	---	--

Source : enquêtes de terrain, Mopti, 2022

La collecte des données a duré au moins 30 jours. Dans chaque zone d'étude retenue, des entretiens individuels ont été conduits avec les personnes ressources/structures notamment, les organisations de femmes et de jeunes, les organisations religieuses et coutumières, les organismes d'appui-conseils, les collectivités territoriales, les radios locales, etc.

1.2.3. Echantillonnage

L'étude a concerné les zones inondées et exondées de la région de Mopti. Pour le choix des localités d'étude, certains critères ont été définis. Il s'agit de l'insécurité persistante, l'atteinte à la libre circulation ainsi que la chute des activités économiques. 510 personnes ont été interviewées sous forme de focus groupes et d'entretiens individuels (tableau 2).

Tableau 2 : répartition de l'échantillon

Localités Instruments	Zone exondée			Zone inondée		
	Bandiagara	Bankass	Koro	Youwarou	Tenenkou	Diafarabé
Focus groupes	15	15	15	15	15	15
Entretiens Individuels	70	70	70	70	70	70
Total	510					

Source : enquêtes de terrain, Mopti, 2022

Les données ont été collectées dans chaque zone ciblée à travers un guide d'entretien semi-directif modulable suivant l'acteur rencontré.

1.2.4. Négociation d'accès au terrain

L'accès au terrain a été négocié depuis Bamako avec l'appui des étudiants ressortissants des différentes localités qui ont souvent été utilisés comme facilitateurs locaux. Leur rôle a consisté à identifier les groupes cibles, mais aussi à chercher des endroits sûrs pour réaliser les entretiens.

1.2.5. Limites de l'étude

La première limite de l'étude est liée au non accès à certaines zones réputées être le nid des groupes armés terroristes (GAT). Pour pallier cette situation, des entretiens téléphoniques avec les mêmes groupes cibles ont été réalisés. La seconde limite demeure l'absence des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) dans l'échantillon, car elles sont régulièrement citées dans les entretiens. Mais pour des questions d'autorisation hiérarchique, les FDS n'accordent pas d'entretien.

2. Résultats

2.1. Types de violences

L'insécurité dans le DIN et le Seenou est polymorphe. Les populations elles-mêmes reconnaissent la complexité de la situation dans le centre du pays. Ainsi, d'après le Chef de village de Dandoli (Cercle de Bandiagara) :

Les jihadistes sont éparpillés dans notre localité, mais la situation est très complexe car, un islamiste peut aussi être un bandit et un bandit peut être un jihadiste. Nous avons fini par

comprendre que les gens profitent de la situation. Même les éléments de Dan Na Ambassagou sont cités dans des exactions et extorsions de biens sur les populations. Leur chef TOLOBA ne les contrôle plus et ils font ce qu'ils veulent.

Selon ce chef de village, plusieurs cas d'assassinats peuvent être classés dans les catégories de règlements de compte, de banditisme de violences jihadistes ou probablement une combinaison des trois. En effet, certains témoignages indiquent le recrutement des bandits armés locaux dans les assauts contre des villages dogons dans la localité de Bankass. C'est ce qui ressort du groupe de discussion organisé avec les femmes de Socoura :

Lors de l'attaque de Sobane-Da, nos parents survivants ont témoigné avoir reconnu des assaillants qui fréquentaient le village depuis longtemps. Certains étaient déjà connus pour leur forfaiture par le passé, ils se sont donc ralliés aux assaillants pour pouvoir bénéficier des dividendes de l'attaque avec des biens emportés, surtout du bétail.

De plus en plus, on observe dans le DIN et le Seeno, une forme de banditisme opportuniste. Des individus qui vendent leurs services aux plus offrants. Il faut ajouter à cela des attaques souvent perpétrées par des bandits armés sous le sceau de la milice dogon avec tous les accoutrements y afférents. Cette forme de banditisme n'a rien à voir avec la razzia qui, historiquement, est codifiée et serait même en voie de disparition. Pourtant, les activités de braquage de motos ou de véhicules forains et de vol de bétail sont devenues fréquentes dans le Centre depuis 2012, du fait d'une circulation accrue d'armes et de la formation de groupes armés.

Toutes ces remarques renvoient à une certaine complexité de la situation sécuritaire tant les acteurs sont multiples. Cette complexité est aussi à l'origine de plusieurs formes de violence comme :

- les affrontements intercommunautaires (bambaras-peulhs) dans la commune de Kareri, Cercle de Tenenkou, Mai 2016 ;
- le conflit dans les communes de Dioungani et de Diankabou (Cercle de Koro), les 17 et 18 juin 2017 ;
- les massacres de Koulougou Habé, le 1^{er} janvier 2019 (Cercle de Bankass) ;
- les attaques dans la commune de Baye (Cercle de Bankass) en février 2019 ;
- les massacres d'Ogossagou, le 23 mars 2019. Cette attaque contre ce village Peulh a été d'une violence inouïe. Elle a occasionné une marche pacifique organisée à Bamako le 05 avril 2019 à l'initiative de l'Imam Mahmoud DICKO ;
- le massacre de Sobane Da : un récent rapport des Nations-Unies (S/2019/782, 2019, p.11) souligne que :

Le 9 juin 2019, de jeunes peulhs auraient attaqué le village de Sobane Da, dans la région de Mopti, tuant 35 civils ; le 18 juin, des éléments armés supposément issus de la communauté peulh ont attaqué les villages de Yoro et Gangafani, y tuant respectivement 25 et 27 civils.

2.2. Les acteurs de l'insécurité

Les groupes armés sont régulièrement cités comme étant responsables des actes de violence. Ces groupes se sont imposés comme seule alternative en l'absence de l'État. D'après un agent de la Mairie de Djenné :

De représailles en représailles, les groupes armés sont responsables de la quasi-totalité des actes de violence. Les communautés, par nécessité de se défendre, fournissent des combattants avec armes et engins roulants aux groupes armés.

Elles cotisent régulièrement pour assurer la prise en charge des activités des groupes armés.

Ce tableau 3 présente les principaux acteurs des actes de violence dans la zone.

Tableau 3 : principaux acteurs de la violence dans le DIN et le Seeno

Groupe	Nature/leader	Zone d'intervention au centre du Mali	Observations
Katiba Macina	Groupe djihadiste dirigé par Hamadou Koufa	Région de Mopti, Boucle du Niger et région de Ségou	Organisé autour des Markaz sous forme de Califa islamique lié au JNIM
Dana Ambassagou	Milice communautaire dirigé par Youssouf Toloba	Région de Mopti (cercle de Koro, Bankass, Douenta et Bandiagara	Organisé autour d'un état major et d'une branche politique fortement instrumentalisé
Milice Bambara	Milice communautaire	Région de Mopti et de Ségou	Organisé autour de chefs Dozos ou chasseurs
Coordination des Mouvements peuls dans le centre du Mali (COMAPEC)	Groupement rassemblant des mouvements d'autodéfense (Sékou Boly Oumar Aldjanabagou, Hama Founé Diallo, Boureima Dicko, etc)	Région de Mopti	Organisé autour de chefs de groupements
Milices d'autodéfense	Milices locales Wolarbe, Bahabe et Wakanbe	Cercle de Bankass	Organisé autour de village Peuls se défendant contre les attaques armées

Source : enquêtes de terrain, Mopti, 2022

2.2.1. La Katiba Macina

La Katiba Macina d'Hamadou Kouffa est affiliée au groupe terroriste *Jamā'at Nuṣrat al-Islāmwal-Muslimīn* (JNIM). Elle fonctionne de manière décentralisée mais dispose d'une chaîne de commandement bien organisée car, elle comprend de nombreuses unités. Appelées *markaz* (terme arabe signifiant « centre de formation »), ces unités sont disséminées dans le centre du Mali. Chaque *markaz* est dirigée par un chef (*amirou markaz*) assisté d'un commandant militaire, d'une *choura* (conseil consultatif) et d'un *qadi* (juge musulman). En principe, chaque *amirou markaz* siège au sein du conseil consultatif du mouvement. Dirigé par Hamadou Kouffa, ce conseil est

composé d'autres prédicateurs islamiques qui discutent des décisions importantes, y compris la libération ou l'exécution des otages et des prisonniers.

Les femmes ne sont pas en reste car, y jouent plusieurs rôles (informatrices et épouses) et s'occupent des tâches domestiques (cuisine, lavandière, etc.).

Bien que la Katiba Macina s'attaque principalement à l'armée et aux autres institutions de l'Etat, ses combattants ciblent aussi les civils qu'ils accusent de collaborer avec les forces de sécurité. Divers cas d'assassinats ciblés à Douentza, Koro, Bankass et Moura corroborent cet état de fait.

2.2.2. La milice *Dan Na Ambassagou*

La milice *Dan Na Ambassagou* « les chasseurs qui se confient à Dieu », née en 2016, s'est constituée afin de contribuer à la lutte contre l'insécurité sévissant en zone exondée dans les cercles de Douentza, Bankass, Bandiagara et Koro. Son objectif affiché est de protéger les Dogons contre les attaques des djihadistes. Elle est constituée d'éléments revendiquant appartenir à la confrérie des *donsos* (chasseurs traditionnels) et dispose d'un état-major. Elle lance des ultimatums à des villages dogons et campements peulhs suspectés de connivence avec la Katiba. Elle dispose d'espaces d'entraînement, prélève des contributions obligatoires dans les villages dogons. Le rapport du Conseil de sécurité des Nations-Unies relatif au massacre des peulhs à Ogossagou pointe du doigt cette milice. De plus, à l'issue d'un conseil de ministres, le gouvernement malien a indiqué la dissolution de la milice, mais cette décision est restée sans effet. Dans la zone exondée, les activités du groupe se poursuivent dans une logique de protection des villages contre les attaques terroristes.

2.2.3. *L'Alliance pour le Salut du Sahel (ASS)*

De nombreux jeunes peulhs dont Oumar Aldiana, Hama Founé et Sékou Bolly ont créé différentes milices sans succès véritable.

Ils se sont regroupés pour créer un groupe commun connu sous le nom de l'Alliance pour le Salut du Sahel (ASS) qui a vu le jour début 2018 en réaction aux attaques contre les villages peulhs des cercles de Koro et de Djenné. Ce groupe, qui semble être commandé depuis Bamako, affiche l'ambition de lutter contre les attaques commises contre les peulhs, notamment par les *donsos*. L'organisation et l'agenda de ce mouvement sont flous. Selon un membre influent de la communauté peulh du Mali : « *l'ASS est essentiellement constituée de jeunes peulhs maliens, nigériens et burkinabés, et sa hiérarchie est composée de fonctionnaires et de militaires issus de la communauté peulh, dont certains occupent des postes élevés au sein de l'administration malienne* ». Cette milice a revendiqué un certain nombre d'opérations en zone exondée depuis sa création, via WhatsApp essentiellement. Leur succès reste difficile à démontrer. Le responsable Sékou Bolly fut nommé Chargé de mission au Ministère de Réconciliation Nationale. Ce collectif semble mu par une volonté de profiter des dividendes du processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) spécial pour les régions du centre.

2.3. Implantation territoriale des milices dans le Seeno et le DIN

La région de Mopti a progressivement été touchée par la crise sécuritaire du fait de la faible présence de l'autorité de l'Etat, du faible maillage sécuritaire et de l'accès limité à la justice surtout en matière de gestion des ressources naturelles. Cette région a vu naître des groupes armés à caractère communautaire qui avaient pour objectifs de renforcer le maillage sécuritaire et protéger les populations. Toutefois, les affrontements entre les groupes armés d'autodéfense et les groupes terroristes ont entraîné une concurrence entre éleveurs et agriculteurs et cela a favorisé l'extension de la crise sécuritaire du nord au centre.

D'après certains enquêtés lors d'un focus groupe réalisé à Mopti :

Ce sont les groupes terroristes de la Katiba Macina avec la collaboration de l'État islamique, les milices d'autodéfense, les bandits armés et souvent même les alliances entre l'armée et les groupes d'autodéfense qui sont à l'origine de l'érection d'un sentiment de rejet de l'Etat et la généralisation de la crise.

En termes d'influence territoriale, les groupes armés *dozos* (chasseurs traditionnels) sont plus présents dans les localités de Bandiagara, Bankass, Koro, Douentza, Somadougou et une partie de Djenné pour la région de Mopti. Ils y ont des réseaux d'informateurs et de conseillers dans ces localités avec qui ils collaborent.

Les groupes armés *Dan Na Ambassagou* collaborent souvent avec les forces armées maliennes malgré l'existence des tensions et d'altercations entre eux dans plusieurs localités, mais cette collaboration occasionnelle favorise des bavures à l'encontre des populations civiles. En revanche, aucune collaboration entre les forces armées et les groupes terroristes n'a été illustrée par les données recueillies.

2.3.1. Mode de recrutement des milices armées dans le DIN et le Seeno

Le volontariat à travers le réseau ethnique

Du côté de la milice peulh, certains leaders de cette communauté ont ouvertement appelé à la résistance contre ce qu'ils qualifient de barbarie. Selon un anonyme enquêté de Djenné :

Le recrutement aux groupes d'autodéfense peulhs se fait par motivation et aux idéaux de Ali Nouhoum Diallo, ancien député à l'Assemblée Nationale du Mali. Il s'agit d'inciter à un soulèvement généralisé de tous les peulhs de tout âge à adhérer à la cause en lançant un appel identitaire pour recruter des peulhs de la Mauritanie, du Niger, du Nigeria, du Burkina Faso et du

Sénégal. Il y'a aussi des peulhs du Cameroun et d'autres peulhs du monde entier.

Selon ce dernier, le recrutement se fait sur la base du volontariat et de l'achat des consciences des peulhs des pays frontaliers du Mali. Il s'agit très spécifiquement des peulhs de la Mauritanie, du Niger, du Nigeria, du Burkina Faso et du Sénégal. Il y'a aussi des peulhs du Cameroun et d'autres peulhs du monde entier.

Il ressort d'un focus group à Ségou et Mopti que les milices peulhs recrutent également des jeunes à travers des séances de sensibilisation sur les réseaux sociaux, les comités de vigilance dans les villages peulhs et certaines radios communautaires. Ce sont les personnes vulnérables comme les jeunes désœuvrés, les personnes victimes de harcèlement de la part des entrepreneurs de la violence, les assoiffés de vengeance, les communautés stigmatisées qui constituent entre autres des proies faciles à enrôler.

Les systèmes d'effort de guerre

Il s'agit d'un système de prélèvement automatique par les jeunes en âge de se battre. Cette méthode est surtout visible chez le groupe d'autodéfense *Dan Na Ambassagou*. Le groupe d'autodéfense en question est né de la volonté des dogons à sécuriser leur localité à travers un système endogène de protection. Pour y parvenir, chaque famille contribue en envoyant un membre valide combattre au sein de *Dan Na Ambassagou*. Au début volontaire, la méthode est de plus en plus décriée car, on cible des familles n'ayant pas participé à l'effort de guerre.

2.3.2. Les sources de financement

Il ressort de l'étude que du fait de l'absence prolongée de l'Etat dans le centre du Mali, les groupes terroristes, djihadistes et les milices d'autodéfense se sont substituées à l'État en s'adjugeant

certaines tâches régaliennes. Parmi les multiples sources de financement de ces groupes armés, on peut citer :

Les dons

Ils sont offerts par des familles en guise de leur allégeance à un groupe armé. Ces dons, en apparence volontaires, se font sous la pression. Les populations ont témoigné que si, autrefois il y avait un engouement à céder des dons, maintenant les populations sont épuisées.

Les prélèvements d'impôts

Du fait de l'absence de l'État, les groupes armés dans le Delta et le Seeno pratiquent des prélèvements abusifs de quotité sous forme d'impôts. Cette méthode est surtout visible dans le DIN avec les groupes dits djihadistes qui prélèvent la *Zakat* (l'aumône) sur les récoltes tout comme sur les autres sources de revenus.

Les cotisations villageoises

Au-delà des dons et des impôts, il existe aussi une contribution commune du village en céréales ou en bétails. Les villages qui refusent de s'y soumettre ont été victimes de violence.

Les amendes

La quatrième source de financement des groupes armés constitue les amendes infligées aux populations locales. Le montant des amendes est souvent tributaire de l'humeur des éléments qui font le constat. En effet, il n'existe pas de code scrupuleux d'imposition mais une simple appréciation. Cette spontanéité fera dire au représentant de *Taabital Pulaku* (association peulh) de Bankass : *« Je ne dis pas que tous les groupes d'autodéfense dogon sont mauvais, mais la plupart de leurs éléments sont des malades mentaux, des drogués et des*

bandits armés. C'est une association des malfaiteurs déguisés en groupe d'autodéfense pour réprimer ».

2.3.3. Les nids djihadistes selon les populations enquêtées

Les nids des djihadistes sont généralement connus des populations que nous avons rencontrées. En effet, dans les localités enquêtées, il n'est nullement un secret le nid où les groupes armés non étatiques seraient retranchés. Généralement, ce sont des forêts, des monts, des zones marécageuses. Le tableau 4 ci-après donne une indication des localités.

Tableau 4 : nids des djihadistes dans le DIN et le Seeno

Koro	Bankass	Bandiagara	Djenné
Liwe, Diankabou, Diougani (poundourou), Yoro, Dinangourou (Omo, DinangourouKoba, Tounou-Na. Gangafani 1, Douari) Koro (Bargou, Bih, Derou-Na, Derouorodourou, Gakou, Timiri) dans la forêt de Bargou, bih. La zone frontalière Madougou (Karakinde)	Baye (Baye,pissa) Ouenkoro (Ouenkoro) Soubala; Tori; Sokoura.	Doucoumbo (Deguemberé, Kassa, Tilekanda, Bogolo, Doudjourou), Lewelguewou (Kargué); Barassara (Diallo)	Fakala (Guidiowel, Sofara)

Source : enquêtes de terrain, Mopti, 2022

3. Discussion

Les résultats de cette recherche montrent que les violences dans le DIN et le Seeno sont multiformes. Ils permettent d'établir quatre (4) catégories de conflits dans la région :

- les conflits de leadership ou de légitimité (souvent issus de la coexistence de procédures traditionnelles et de procédures

administratives ou électorales de désignation des autorités locales) ;

- les conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles (terre de cultures, eau, pâturage, calendrier, etc.) et à la définition de l'espace agro-pastoral ;

- les conflits fondés sur des rivalités ancestrales (intra et interethniques) ;

- les conflits liés à la présence des groupes terroristes et milices dites d'autodéfense (Dan Na Ambassagou, Sékou Bolly et alliés).

Ces catégories de conflits se déclinent en une panoplie de conflits dont les plus courants sont ceux relevés par d'autres études (Kornio, ICG, 2020).

Le caractère multiforme de l'insécurité et de ses acteurs dans le DIN et le Seeno que notre étude a relevé converge vers certaines études réalisées ces dernières années sur le centre du Mali. Ainsi, dans son étude, A. Thiam (2017, p.12-13) relève que :

L'insécurité au centre du Mali est classiquement associée à l'activisme djihadiste incarné par Hamadoun Kouffa, dont il est acquis aujourd'hui qu'il fait partie intégrante d'Ansar Dine. Pour autant, d'autres groupes djihadistes (notamment les anciens du MUJAO, le Mouvement pour l'Unité et le Djihad en Afrique de l'Ouest) évoluent dans le Centre, de manière plus ou moins périphérique à Ansar Dine mais tout en se rattachant à AQMI, dont il faut rappeler que l'organisation est réunifiée depuis 2015. Toutefois, derrière les attaques attribuées à Hamadoun Kouffa, se dissimulent souvent des règlements de compte locaux de conflits généralement anciens, qui trouvent des solutions violentes du fait du retrait des forces de sécurité maliennes et de l'opportunité qu'offrent les groupes djihadistes ou séparatistes (principalement, le Mouvement National de Libération de l'Azawad-MNLA) d'avoir accès à des armes. Il n'est donc pas toujours simple de distinguer entre ce qui relève

de l'attaque motivée par des buts religieux, et les attaques qui sont purement criminelles.

Certes, des conflits ont par le passé existé dans le DIN et le Seeno. Ces conflits ont été le plus souvent mal gérés, mais sans ébranler les fondements de l'État malien. Toutefois, les formes et les acteurs des violences dans ces zones se sont diversifiés à partir de la crise de 2012.

L'étude révèle aussi que le mode de recrutement des acteurs de la violence est principalement fondé sur les réseaux ethniques et les systèmes d'efforts de guerre. Ces résultats convergent vers ceux du rapport d'enquête réalisé en 2018 par la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH) et l'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH). On peut lire dans ce rapport (2018, p.50) :

Afin de remédier à l'absence de l'État et de résister aux agressions des combattants djihadistes, mais parfois aussi dans le but inavoué d'intégrer le processus DDR (Démobilisation, désarmement et réinsertion) ou pour résoudre par la violence un conflit local entre communautés, de nombreuses milices se sont constituées depuis trois ans, souvent sur la base de l'appartenance communautaire (Peuls, Bambaras, Dogons), et parfois dans le cadre de la confrérie des chasseurs traditionnels (*donsos*).

Nos résultats sont également corroborés par l'étude de M. Pellerin (2022, p.13). Cette étude montre que les milices d'autodéfense au Sahel restent résolument organisées à l'échelle communautaire même si leur rôle évolue avec le temps. L'auteur cite en exemple, les *Koglweogo* (milice d'autodéfense mossi) au Burkina Faso :

Étant l'émanation des populations des terroirs d'où ils émergent, les *Koglweogo* sont en majorité Mossis du Centre-Nord et plateau central qui constitue le berceau historique de cette communauté. Les Peuhls n'ont que très rarement été membres

de ces groupes, à la fois parce qu'ils étaient très réticents mais aussi parce qu'ils en étaient souvent *de facto* exclus.

Toutefois, M. Pellerin (2022, p.11) ajoute qu'en plus de la mobilisation des communautés locales qui ont pour elles de connaître les populations, le terrain, et pour certaines, d'être déjà organisées et/ou rompues au maniement des armes, certains groupes d'autodéfense recrutent d'anciens militaires, de mercenaires, de miliciens ou même des bandits. Les *Kogloweogo* ont ainsi intégré beaucoup de bandits qu'ils avaient pour vocation de combattre.

Quant aux sources de financement, elles sont relatives aux dons, aux prélèvements d'impôts, aux cotisations villageoises et aux amendes. Ces résultats vont dans le même sens que ceux obtenus par certaines études réalisées ces dernières années sur le Sahel. Ainsi, une étude conjointe réalisée en 2018 par l'Office des Nations-Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDD) et le Ministère Fédéral des Affaires Etrangères Allemand, montre que les groupes terroristes s'appuient pour leur financement sur de multiples ressources : trafics et contrebandes, prélèvements sur les populations, financements extérieurs et rançons.

Conclusion

Au terme de cette étude, il ressort que les formes actuelles de l'insécurité dans le DIN et le Seeno sont variées ainsi que les acteurs. En fait, contrairement aux articles de presse, les violences actuelles ne peuvent pas être classées sous forme de typologie (djihadiste ou communautaire). En effet, il existe des anciens migrants du Delta et du Seeno qui n'ont pu trouver satisfaction et qui sont retournés former des groupes de violence sur les populations. Cette allégation est soutenue par beaucoup de chasseurs *donsos* qui ont formellement identifié des jeunes du terroir ayant quitté la localité depuis plusieurs années.

L'étude note aussi une dérive des groupes d'autodéfense. Il ressort que *Dan Na Ambassagou* ne contrôle plus ses troupes. En effet, des camps de *donsos* se multiplient un peu partout dans le Seeno et qui ne reposent sur aucune éthique. Les *donsos* sont aussi indexés par les populations comme pratiquant des exactions. On constate également que des anciens conflits sont souvent réglés à travers le concours des hommes armés. Ainsi, certains assassinats dans le DIN sont le fait des ciblage souvent pour des vieux conflits qui n'avaient pas trouvé d'issue. Le recours aux potentialités des acteurs locaux pourrait contribuer à la résolution des conflits. Il s'agit des maires de petites communes qui participent activement à la libération des otages, tout comme des chefs de village prêts à servir d'interface dans les négociations avec les groupes armés.

Références bibliographiques

Bibliographie

Diallo I., Traoré B.-C. (2023). Hygiène chez les déplacés internes du Nord et du Centre à Bamako : l'exemple des quartiers de Faladiè et de Niamana, in Diarra M., Koné N., Traoré I.-S., Dia M. (dirs), *Conflit et terrorisme au Mali et au Sahel, regards croisés*. Bamako : L'Harmattan, p. 395-416.

Direction Nationale du Développement Social-DNDS. (2022). *Matrice de Suivi des Déplacements (DTM)* : Rapport DTM, août 2022, Bamako, 72 p.

FIDH., AMDH. (2018). *Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme*. Rapport d'enquête, Paris.

Mohamar A.A. (2023). *Analyse de l'impact de l'action humanitaire dans un contexte de reconstruction post-conflit : cas des régions du Nord du Mali*. Mémoire de Master en Maintien de la Paix et Reconstruction de l'Etat Post-conflit,

Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye (EMP-ABB) et Sciences PO Grenoble, 86 p.

ONUDC., Ministère Fédéral des Affaires Etrangères Allemand. (2018). *Curriculum de formation à l'attention des écoles de formation judiciaire et d'application à la loi, lutte contre le terrorisme au Mali*. Bureau de l'ONUDC pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Dakar, 81 p.

Pellerin M. (2022). *Les groupes d'autodéfense, pompiers pyromanes du Sahel*. Notes de l'Institut Français des Relations Internationales, Paris : IFRI, 28 p.

Touré A.-O., Ouattara I. (2022). Analyse des stratégies d'adaptation des pêcheurs sur le *Diaka* dans le cercle de Tenenkou, *Actes de la Conférence, Treizième Symposium Malien sur les Sciences Appliquées (MSAS)*, vol. 2, p.255-266.

Touré A.-O., Maiga., Touré H.-T., Ouattara I. (2021). Variabilité Climatique et Résilience des Pêcheurs dans le Delta Intérieur du Niger », *Revue Hommes – Peuplements-Environnements (HoPE)*, vol. 2, n. 3, p. 83-96.

Webographie

Ouattara I., Diallo I., Sandy L. (2023). Apport de l'Inter-collectivité du Sourou à la préservation de l'environnement dans un contexte de crise sécuritaire. *Revue Internationale Maaya*, vol. 1, n. 1, p. 104-119. [Consulté le 11/01/2023]. www.revuemaaya.com.

Thiam A. (2017). *Centre du Mali : enjeux et dangers d'une crise négligée*. Rapport final, Centre pour le dialogue humanitaire et Institut du Macina. [Consulté le 17 octobre 2023]. <https://www.acaps.org/sites/acaps/files/key-documents/files/centre-du-mali-enjeux-et-dangers-dune-crise-negligee.pdf>.